



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20230620-DEC-DACA0629 EN DATE DU 27 JUIN 2023  
PORTANT PROLONGATION D'AUTORISATION D'EXPLOITER ET MODIFICATION  
DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE LA SOCIÉTÉ GUINTOLI  
AU LIEU-DIT « GACHET NORD » SUR LA COMMUNE DE CHABEUIL**

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

**VU** le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Élodie DEGIOVANNI, préfète de la Drôme ;

**VU** le décret du 6 novembre 2020 nommant Mme Marie ARGOUARC'H, secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature de l'article R.214.1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°5986 du 3 décembre 1990 autorisant la société PERMINGEAT ROUX à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de CHABEUIL au lieu-dit « Gachet Nord » pour une superficie de 14,6 ha et une durée de 12 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°1815 du 12 mai 1999 autorisant le changement d'exploitant de la carrière précitée au profit de la société GUINTOLI ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 03-2443 du 13 juin 2003 autorisant l'exploitation d'une carrière, d'une installation de traitement de matériaux et une station de transit de minéraux solides située à CHABEUIL lieu-dit « Gachet Nord » sur une surface de 13 ha 97 a 49 ca et une durée de 20 ans ;

**VU** le cas par cas déposé par la société GUINTOLI le 9 novembre 2022 et sa décision du 30 novembre 2022 décidant que le projet de modification des conditions d'exploiter la carrière objet de la demande n° 2022 0823 n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

**VU** le porter à connaissance de la société GUINTOLI du 9 novembre 2022 sur la prolongation de durée d'exploitation de 10 ans et la modification des conditions d'exploitation ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 5 avril 2023 et son absence de remarques sur le projet d'arrêté en date du 11 avril 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 avril 2023 proposant à madame la préfète de la Drôme de procéder à une consultation du public par voie électronique d'une durée de 15 jours en vertu de l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement sur le projet de prolongation d'exploitation de la société GUINTOLI à Chabeuil ;

**VU** l'arrêté du 2 mai 2023 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique, du 29 mai 2023 au 12 juin 2023 inclus, en vue d'une prolongation d'exploitation et d'une modification des conditions d'exploitation de la carrière de la société GUINTOLI à Chabeuil ;

**VU** l'absence d'observation ou de remarques lors de la participation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 29 mai 2023 au 12 juin 2023 inclus ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juin 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les réserves de matériaux de la carrière de la société GUINTOLI à Chabeuil n'ont pas été totalement exploitées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de 10 ans et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

**CONSIDÉRANT** la diminution de la production moyenne autorisée de 70 000 tonnes par an à 50 000 t par an ;

**CONSIDÉRANT** que le remblaiement jusqu'au niveau du terrain naturel permettra d'augmenter la surface remise en état agricole de 5 800 m<sup>2</sup> et qu'une haie bocagère sera mise en place en périphérie du site ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme

## **ARRÊTE**

### Article 1 : Prolongation d'exploitation

La société GUINTOLI est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Chabeuil, au lieu-dit « Gachet Nord » jusqu'au 13 juin 2033 remise en état incluse.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n° 03-2443 du 13 juin 2003 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

## Article 2 : Production maximale autorisée

Le tableau des activités du tableau de l'article 1 de l'arrêté n° 03-2443 du 13 juin 2003 est remplacé par le tableau suivant :

Désignation des installations	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière	Moyenne annuelle de 50 000 tonnes Maximum annuel de 100 000 tonnes	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	Puissance totale de 633 kW Installation fixe : 200 kW Installation mobile : 433 kW	2515.1	Enregistrement
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	17 000 m <sup>2</sup>	2517.1	Enregistrement
Sondage, forage...	Création de deux piézomètres	1.1.1.0	Déclaration

## Article 3 : Garanties financières

L'annexe de l'arrêté préfectoral n° 03-2443 du 13 juin 2003 relative aux garanties financières est complétée par les prescriptions suivantes :

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune de Chabeuil.

Leur montant s'élève à :

Période 5 : 2023-2028	428 205 €
Période 6 : 2028-2033	369 961 €

Index : indice TP01 : 118,8

TVA : applicable : 20 %

Les garanties financières seront provisionnées sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### Article 4 : Profondeur d'extraction

Les limites de profondeur d'extraction prévues aux articles 2 et 7.3 de l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003 sont remplacée par les profondeurs suivantes :

La cote (NGF) limite en profondeur est de 194,5 m NGF à l'est (amont) et 193,5 m NGF à l'ouest (aval) et à 2 mètres au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique.

#### Article 5 : Remise en état

L'article 8 de l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003 est remplacé par l'article suivant :

##### Article 8 :

L'objectif final de la remise en état vise un réaménagement agricole.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- un remblaiement total au niveau du Terrain Naturel (TN) sera effectué avec des matériaux inertes ;
- les terres de découverte seront régalées sur l'ensemble du site ;
- une haie bocagère en périphérie du site sera mise en place conformément au plan de remise en état.

Le schéma d'exploitation et de remise en état sont annexés au présent arrêté.

#### Article 6 : Remblayage

L'article 8.2 Remblayage de l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003 est complété par le paragraphe suivant :

L'admission des déchets inertes en remblaiement ou en transit au sein de la carrière respectera les prescriptions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

#### Article 7 : Suivi des eaux souterraines

L'article 10.3.3 – Suivi des eaux souterraines est ajouté à l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003 :

##### Article 10.3.3 – Suivi des eaux souterraines

Un relevé du niveau de la nappe sera effectué semestriellement dans tous les piézomètres du site : piézomètres amont et aval en place et dans les deux autres à créer suivant l'avancement de l'exploitation.

Une analyse de la qualité des eaux de la nappe sera effectuée semestriellement par un organisme agréé par prélèvement dans tous les piézomètres du site.

Ces contrôles porteront sur les paramètres suivants : température, pH, matières en suspension, demande chimique en oxygène, hydrocarbures totaux, nitrates, fer, baryum et les 7 HAP.

Les résultats du suivi piézométrique et des analyses d'eau seront transmis annuellement à l'inspecteur des installations classées.

Les implantations des piézomètres en place et futurs figurent sur la carte jointe en annexe IV au présent arrêté.

La mise en place des piézomètres devra respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables pour la réalisation et la mise hors service des piézomètres.

#### Article 8 : Installation de transit et de traitement des matériaux et déchets inertes

Les installations de transit et traitement des matériaux et déchets inertes respecteront les prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

#### Article 9 : Annexes

Les annexes « Plan de phasage » et « Paramètre d'évaluation de la garantie financière » de l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003 sont complétée par les annexes I et II du présent arrêté.

L'annexe « Plan de remise en état » de l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003 est remplacée par l'annexe III du présent arrêté.

L'annexe IV « Localisation des piézomètres » est ajoutée aux annexes de l'arrêté n°03-2443 du 13 juin 2003

#### Article 10 : Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

#### Article 11 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chabeuil pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Chabeuil fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.


Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12 :Exécution – Notification

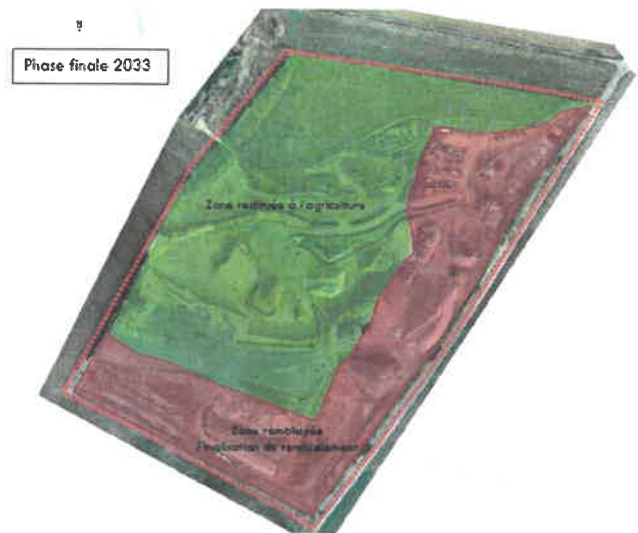
La secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Chabeuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **27 JUIN 2023**

La préfète,

  
Pour la Préfète, et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**

# ANNEXE I – PLAN DE PHASAGE



Vu pour être annexé  
à l'arrêté n° 20230620-DEC-DAC629  
du 27 JUIN 2023



le Préfet

Marie M. COUANCHÉ  
Pour la D.D.E.  
par délégation



## ANNEXE II – PARAMÈTRE D'ÉVALUATION DE LA GARANTIE FINANCIÈRE



2023/06/29

Pour la Préfète, et par délégation  
 La Secrétaire Générale

M. ARCOUARC'H

8/10

Vu pour être annexé

à l'arrêté n°

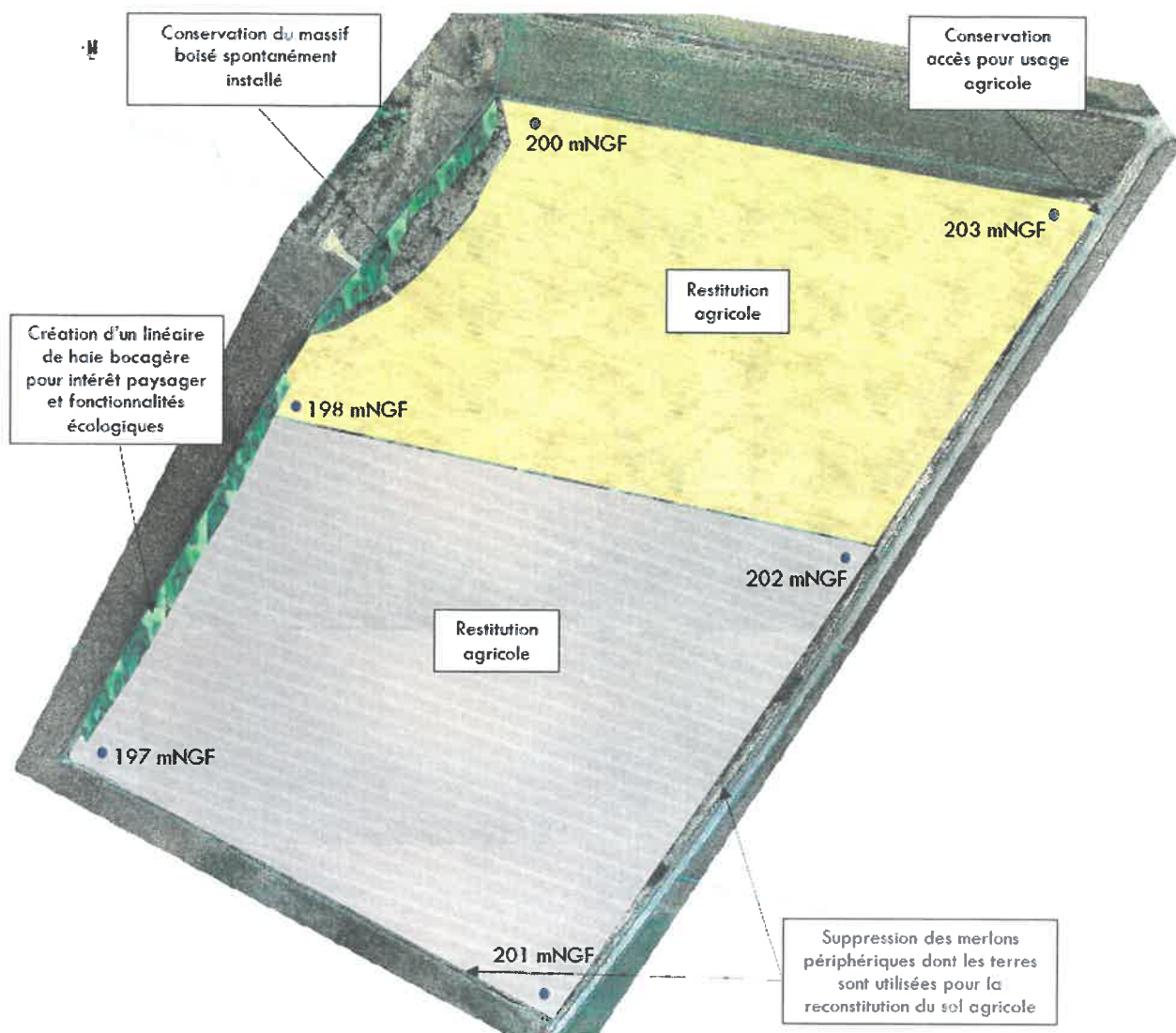


REL20620-DEC-DIC0629  
 du 27 JUIN 2023

le Préfet



# ANNEXE III – PLAN DE REMISE EN ÉTAT



Document communiqué

100

100

100



Mairie de Saint-Jean

Préfecture de la Drôme

*[Signature]*

Vu pour être annexé

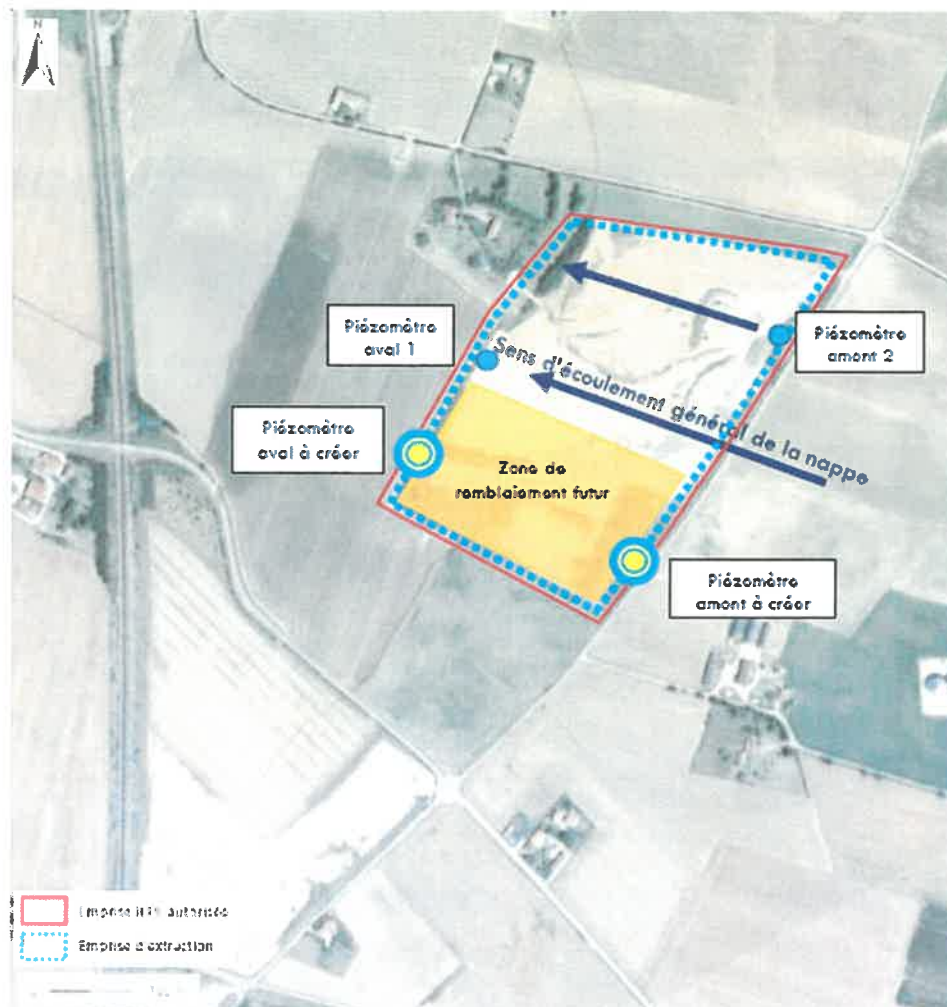
arrêté n°

20230620 DEC DAC0629  
du 27 JUIN 2023



le Préfet

## ANNEXE IV – LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES



Donne avis  
de  
réviser

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale  
Marie ANCOUARC'H

Vu pour être annexé  
à l'arrêté n° 1033620-DEC-DACAC629  
du 27 JUIN 2023



le Préfet